

**FINANCEMENT** La majorité des sociétés européennes font appel au CIR pour leur recherche et développement. La France est en tête.

# Le crédit d'impôt recherche reste l'aide la plus sollicitée en Europe

Devenue une priorité stratégique, l'innovation est considérée par 70 % des entreprises européennes comme le premier levier pour sortir de l'impasse économique, loin devant le développement international (39 %) et la réduction des coûts (36 %). C'est l'un des constats forts du sixième Baromètre du financement de l'innovation, publié en exclusivité par « Les Echos » et réalisé par Alma Consulting Group auprès de près d'un millier d'entreprises dans cinq pays : la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal et le Royaume-Uni. Pas si surprenant : « *L'innovation est une condition essentielle à une reprise durable. C'est la seule piste qui conduise à la création d'avantages concurrentiels substantiels* », analyse Abbas Djobo, directeur du pôle innovation du cabinet de conseil.

## Des budgets R&D en hausse

« Compte tenu de la forte concurrence qui règne entre les entreprises technologiques, un développement international sans innovation est voué à l'échec », insiste-t-il. Dans la même logique, la réduction des coûts, qui est forcément pratiquée en période critique, a, certes, un effet positif immédiat sur la trésorerie, mais ne crée pas de compétitivité à long terme.

En dépit de la crise, une écrasante majorité d'entreprises (91 %) comptent maintenir ou augmenter leurs efforts de recherche et développement, en s'appuyant sur une stratégie d'innovation clairement établie (77 %). Une tendance de fond : entre 2007 et 2009, la moitié des sociétés sondées ont augmenté leur budget de R&D et 44 % ont musclé leurs équipes de chercheurs. Dans les douze prochains mois, 59 % des chefs d'entreprise européens prévoient des embauches supplémentaires pour étoffer encore leurs services d'innovation.

Autant de signaux positifs dans un contexte morose : « *A l'heure où fleurissent les plans d'austérité dans différents pays européens, ce baromètre met en évidence la confiance des entreprises dans la R&D, élément clef pour sortir de la crise. Elles témoignent d'un réel optimisme, maintiennent leur politique d'investissement et plébiscitent les aides publiques pour assurer le financement de leurs projets innovants* », résume-t-il.

La palme revient à l'Allemagne, où aucun décideur interrogé n'a l'intention de réduire ses investissements en recherche et développement. « *La présence d'un véri-*

table tissu d'entreprises de taille intermédiaire rompues à une innovation incrémentale permet au pays de mieux résister à la crise, voire d'en profiter pour accélérer la mise sur le marché de nouveaux produits », explique Laure Reinhart, directrice générale déléguée d'Oséo.

## L'exception allemande

Paradoxalement, le crédit d'impôt recherche (CIR), qui est devenu le dispositif incontournable du financement de l'innovation en Europe, utilisé par 68 % des sociétés, n'existe pas outre-Rhin. « *Le*

« Le crédit d'impôt recherche reste l'instrument prioritaire du gouvernement pour attirer et accroître les efforts de recherche des entreprises. »

LAURE REINHART, DIRECTRICE GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE D'OSÉO.

gouvernement allemand n'est pas très favorable, depuis plusieurs années, à la mise en place d'un CIR », estime Laure Reinhart. Pourtant, ce projet avait été évoqué durant la campagne d'Angela Merkel, avant d'être rayé de la loi de Finances 2011 en raison des contraintes budgétaires actuelles. « *Mais le projet n'est pas pour autant enterré* », estime de son

côté Vincent Fournié, directeur de l'innovation à l'export d'Alma Consulting Group. « *Si le contexte économique redevient plus favorable, il pourrait réapparaître dans la prochaine loi de Finances 2012.* »

Quoi qu'il en soit, ce dispositif semble attendu par les entreprises germaniques, qui, selon ce baromètre, déclarent à 83 % vouloir y avoir recours s'il voyait le jour. Est-ce à dire que les aides directes, comme les subventions, sont beaucoup plus élevées pour compenser l'inexistence de cet outil fiscal phare ? Non. « *Les entreprises allemandes sont aidées au moins autant que leurs homologues françaises sous d'autres formes plus concurrentielles, par l'Etat fédéral et les Länder* », estime Laure Reinhart.

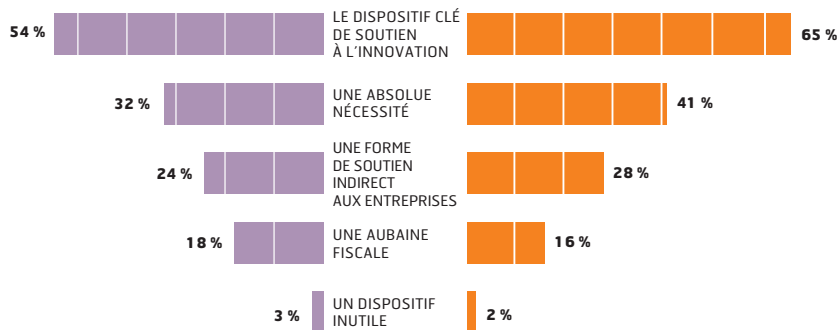
## Un rôle d'amortisseur

A contrario, l'équivalent espagnol du crédit d'impôt recherche, dont la disparition était programmée à l'horizon 2012, a été reconduit de façon pérenne par le gouvernement, qui a visiblement pris conscience de son impact positif sur les quelque 65 % d'entreprises hispaniques qui en bénéficient. « *Si les conditions sont moins intéressantes que par le passé, des évolutions favorables sont en cours d'élaboration avec le projet de loi sur l'économie durable. Il est par exemple question d'augmenter le plafonnement des déductions de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 60 %, ainsi que la générosité du crédit d'impôt lié à l'innovation technologique* », précise Vincent Fournié.

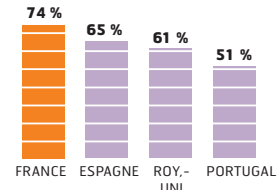
## L'OPINION DES ENTREPRISES SUR LE CIR

DIRIEZ-VOUS QUE LE CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE EST ... (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

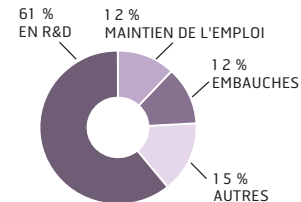
ENSEMBLE DES PAYS (FRANCE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, PORTUGAL, ROYAUME-UNI) FRANCE



BÉNÉFICIEZ-VOUS DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ? RÉPONSES POSITIVES EN %



COMMENT LE CIR 2009 VA-T-IL ÊTRE PRINCIPALEMENT UTILISÉ ?



SOURCE : ALMA CONSULTING GROUP

Les entreprises allemandes ne disposent pas du crédit d'impôt recherche, mais 83 % d'entre elles souhaiteraient bénéficier d'un tel dispositif.

C'est en France que le CIR est le plus utilisé : 74 % des entreprises innovantes y ont recours. A partir de janvier 2009, il a même joué un rôle d'amortisseur économique pour les trésoreries les plus fragiles, grâce à la mise en place du remboursement anticipé des créances antérieures. Toute la question est de savoir s'il restera le plus attractif après le rabotage en cours dans la loi de Finances 2011 ? « *Je pense que oui, mais il faudra faire un calcul précis sur les impacts réels* », estime Abbas Djobo, qui met néanmoins un bémol : « *Le signal donné par la France, qui a pourtant servi d'exemple ces dernières années, est plutôt négatif. Alors que le CIR a été un outil puissant pour éviter des délocalisations ou attirer des implantations de centres de R&D des groupes étrangers en France* ».

La mesure la plus préjudiciable aux PME tricolores sera sans doute la diminution des frais de fonctionnement de 75 % à 50 % des dépenses de personnel prises en compte dans le calcul du CIR. « *Bien que le crédit d'impôt recherche subisse des aménagements significatifs en termes de taux, il reste l'instrument prioritaire du gouvernement pour attirer et accroître les efforts de recherche des entreprises. De ce point de vue, il reste très attractif, même s'il n'apporte aucun service d'accompagnement* », conclut la directrice générale déléguée d'Oséo.

CHANTAL HOUZELLE